

Côte-d'Or

BP Les centres sociaux tirent la sonnette d'alarme

Comme partout en France, mercredi 31 janvier a marqué une journée de mobilisation des centres sociaux de Côte-d'Or. Florence Mielle, déléguée départementale, et Sylvain Blandin, président de la Fédération départementale, en détaillent les raisons.

Frédéric Joly (frederic.joly@lebienpublic.fr) - Aujourd'hui à 20:02 - Temps de lecture : 2 min



Florence Mielle, déléguée départementale, et Sylvain Blandin, président de la Fédération départementale des centres sociaux, ont relayé les revendications nationales. Photo F. J.

Pourquoi vous mobilisez-vous aujourd'hui ?

« Pour alerter nationalement sur notre impossibilité à remplir nos missions, faute de moyens à la hauteur des enjeux de cohésion sociale. Les charges sociales augmentent, nos horaires décalés, le soir ou le week-end, ne nous aident pas à recruter, et la charge administrative prend de plus en plus de temps aux personnels de direction. Nous savons par exemple qu'une directrice ou un directeur passe désormais 51 % de son temps à la recherche de financements ou à d'autres tâches administratives. C'est beaucoup trop et c'est au détriment de ses missions d'animation. »

Quelles solutions préconisez-vous ?

« Un nouveau modèle économique de nos structures est nécessaire. Nous aurions besoin par exemple de financements pérennes et non pas annuels. Mais nous demandons aussi un fonds d'urgence à nos différents ministères de tutelle : jeunesse et sport, transition écologique, culture et travail-santé. Au niveau national, un rendez-vous est prévu le 7 mars avec nos ministères de tutelle, l'association des maires de France et les Départements. Nous en attendons beaucoup pour éclaircir notre avenir. »

Combien de centres sociaux notre département compte-t-il aujourd'hui ?

« [Vingt-quatre centres sociaux](#), auxquels il faut ajouter sept Espaces de vie sociale (EVS). Aucun n'est pour le moment menacé de fermeture, mais plusieurs termineront leur exercice 2023 en étant déficitaires. Cela représente 461 salariés, 1 478 bénévoles, et plus de 40 000 habitants qui participent. Cette demande de participation augmente et participe pleinement au lien social. Si nos difficultés perdurent, nos activités ou nos horaires d'ouverture seront forcément réduits. Et ce sont donc les habitants qui paieront les pots cassés »